

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La globalité à l'étude: des alternatives éthiquement responsables à l'actuel système économique et financier mondial

par Hans Köchler*

Je diviserai mes remarques en trois sections: 1) constat de la situation actuelle 2) causes 3) alternatives à l'ordre mondial existant – et comment celles-ci peuvent être conformes aux principes éthiques.

Commençons par le constat de la situation actuelle.

Le terme «globalité» (globality) a été lancé dans le monde entier lors des débats en langue anglaise dans le contexte des discussions de Davos à la fin du dernier millénaire. («Responsible Globality» était le thème général du Forum économique mondial de 1999). Ce qui est proposé, c'est un état d'unité mondiale déterminant la vie quotidienne de chaque être humain et résultant d'une interdépendance économique de plus en plus complexe par-delà toutes les frontières nationales. Cette vision d'un monde unifié de la globalité est surtout propagée par les prétendus précurseurs du monde soumis à l'influence occidentale tels *Thomas L. Friedman* (avec son best-seller «The World is Flat») et *Kishore Mahbubani* (avec son livre «The Great Convergence – Asia, the West and the Logic of One World», également établi comme best-seller). Mais en fait, le terme «globalité» décrit les conséquences du désir débridé de profit de l'homme à l'aide de la technologie, accompagné d'une sorte d'illusion de la toute-puissance, nourrie précisément de ces possibilités techniques.

Le monde: toujours et encore un lieu de conflits

Cependant, depuis que la «globalité» a été diagnostiquée comme un état, l'histoire à plutôt évoluer dans le sens contraire. Elle n'est pas arrivée à son terme, comme le pensaient *Francis Fukuyama*, un autre «précurseur» du monde occidental, et les apologistes du «Un seul monde» (One World) sous les auspices de la prétendue économie libérale de marché. A mon avis, nous sommes confrontés ici, une fois de plus, à la problématique de toutes les

visions séculaires de la fin des temps. Indépendamment du point de vue individuel, personne ne peut affirmer, ici et maintenant, en 2019, que le monde consiste en un seul grand réseau de l'interaction universelle de tous les domaines étatiques, économiques et culturels au sein duquel la «liberté», comprise selon la conception occidentale, aurait triomphé. Le monde continue d'être un lieu de conflits, d'antagonismes et de tensions économiques, sociales et culturelles, où les acteurs les plus puissants rivalisent pour la suprématie.

La paix mondiale est précaire. Le mot-clé adapté à cette situation – je suis désolé de ne pas pouvoir approfondir ce point ici – est le dit «piège de Thucydide». En outre, il faut noter que le gouffre entre les riches et les pauvres s'est creusé dans de nombreuses régions et aussi au sein des Etats du monde industrialisé au cours des dernières années et décennies. Enfin, il convient également de souligner que les flux migratoires ont énormément augmenté en raison, entre autres, des guerres d'agression, mais également en raison de l'écart de prospérité, ce qui a transformé des régions auparavant stables en des zones déséquilibrées voire en conflit.

Au lieu d'une prise de conscience mondiale, la méfiance et l'aliénation s'accroissent

Comme résultat empirique, on pourrait affirmer succinctement qu'une conscience globale ne s'est en fait développée nulle part, malgré qu'elle nous soit prescrite à tous par les «globalistes». En réalité, il y a une méfiance croissante entre les blocs et les groupes anciens ou actuels, les supposés «acteurs» sur la scène internationale. Il y a aussi une aliénation croissante au niveau des visions du monde et des civilisations, par exemple dans les relations entre le monde islamique et le monde occidental.

Recherche débridée du profit et démantèlement des barrières commerciales au niveau mondial

Cela m'amène à la deuxième partie de mes considérations, la question des causes.

L'événement décisif ayant conduit à la situation décrite ici de manière très succincte est probablement le déchaînement de la recherche du profit au niveau mondial après la suppression des barrières existantes encore à l'époque de la bipolarité – c'est-à-dire lors de la division est-ouest. C'était la «victoire» du système économique «libéral» proclamée par le monde occidental – même si l'on peut actuellement constater que cette proclamation était prématurée. Cette soi-disante victoire d'un modèle économique très spécifique a déclenché les problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés. Cette évolution doit également être considérée en relation étroite avec les luttes militaires pour le pouvoir des dernières années et décennies.

En outre, nous devons également faire référence au démantèlement mondial des barrières commerciales dans le cadre de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), ce qui a également signifié que – du point de vue du monde occidental – les anciens opposants ont été progressivement intégrés au système.

Il faut également y ajouter l'influence de la prétention globale (et idéologique) au pouvoir du modèle économique libéral. Cela devient particulièrement clair en lisant attentivement le best-seller de Mahbubani de 2013. L'idéologie du libéralisme économique n'est finalement pas remise en question. Le fait est cependant que le libre jeu des forces, tel qu'il est propagé sous le titre de la globalité, signifie *anarchie* non seulement au niveau régional, mais aussi et surtout au niveau mondial. Nous le constatons à nouveau actuellement, à la suite de conflits commerciaux – voire guerres commerciales – éclatant ou réapparaissant dans diverses régions de notre planète.

Opposition à la revendication du pouvoir universel

Mais en même temps, selon la *loi Actio et Reactio*, on peut affirmer que, suite à ce développement, les tendances opposées à la revendication du pouvoir universel du modèle se proclamant vainqueur se sont constamment renforcées. Il existe de nouveaux regroupe-

ments ou formes de coopération régionaux et mondiaux pouvant être interprétés comme une réaction à ces évolutions, à l'instar des BRICS (en tant que cadre de coopération entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), de l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS) ou, plus récemment, de l'*Union eurasiennne*.

Les conflits d'intérêts et les formations de blocs auxquels je fais référence ici ne sont plus principalement de nature militaire, mais plutôt de nature économique et civilisationnelle. Ils sont également des facteurs supplémentaires cruciaux d'instabilité systémique et d'imprévisibilité des développements géopolitiques.

Il convient également de noter que, dans le sens d'*Actio et Reactio*, il n'y a pas eu uniquement une mobilisation des forces sous forme d'alliances économiques. Il existe également quelque chose comme une réaction contre la primauté idéologique – la prétention universelle au pouvoir – du modèle économique néolibéral. Cela se voit surtout dans les développements en Chine et en Russie.

Une telle réaction peut également être observée au niveau socioculturel, donc au niveau sociétal. Malgré ou précisément à cause de l'Internet et du bombardement constant par des informations et de la propagande, une sorte de processus de démarcation envers le modèle économique-libéral est en cours dans divers domaines et de nombreuses régions du monde. Dans des cercles culturels et des régions très différents, on peut observer de plus en plus souvent une *affirmation renforcée de l'identité* par l'accentuation de sa propre tradition, donc le retour explicite à cette tradition. Cela est particulièrement vrai pour les développements dans le monde islamique, mais également dans d'autres grandes régions culturelles hors d'Europe, comme l'Inde.

«Retour à ses propres valeurs»

Il y a déjà plusieurs décennies, dans le cadre de débats sur la coopération internationale,

Suite page 2

* Conférence présentée en Suisse le 30 août 2019 dans le cadre du Congrès international «Mut zur Ethik» dont le thème était «Alternatives au globalisme et à la globalisation».

Nouvelle parution aux Editions Zeit-Fragen

«Conférences suisses – textes sur le droit international et l'ordre mondial»



Hans Köchler (*1948) a été directeur de l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck de 1990 à 2008. Il est fondateur et président (depuis 1972) de l'International Progress Organization (Vienne).

Depuis lors, il a participé à de nombreuses publications, voyages, conférences et aussi par le biais de sa participation à diverses organisations internationales pour le dialogue des cultures et a travaillé dans divers comités et organes d'experts traitant de la démocratie internationale, des droits de l'homme et du développement. Hans Köchler est membre du Conseil universitaire de l'Université des Sciences numériques de Berlin. Depuis 2018, il enseigne au Center for Cultural Diplomacy Studies à Berlin. Hans Köchler vit à Vienne.

Le livre «Schweizer Vorträge – Texte zu Völkerrecht und Weltordnung» contient une collection d'articles publiés par Hans Köchler dans les années 2011 à 2018 dans le journal suisse *Zeit-Fragen*. Les articles contiennent principalement des conférences qu'il a données en Suisse aux lecteurs du journal. En outre, ce sont des analyses et des interviews exprimant des positions fondamentales sur l'actualité.

Les textes de Hans Köchler combinent des analyses et des réflexions juridico-philosophiques fondamentales avec des questions d'actualité du droit international et de l'ordre mondial. Voici ce qu'il dit dans un de ses textes:

«Mon point de vue philosophico-herméneutique est que je ne peux me comprendre pleinement que si je suis capable d'établir un rapport avec d'autres identités. C'est tout aussi vrai pour l'individu que pour le collectif. [...] Si l'on se rend compte

que la connaissance des autres cultures est une condition pour se connaître soi-même, alors on a une tout autre base pour ce que l'on appelle la coexistence pacifique, c'est-à-dire un vivre ensemble pacifique entre cultures et pays.»

«Puisse la lecture inspirer, approfondir et féconder la pensée du respect mutuel des cultures et des peuples, la conscience de la productivité des échanges et de la diversité au lieu de la politique violente de la force et la «nécessité de l'entente au-delà des frontières idéologiques»».

(Extrait de avant-propos de l'éditeur)

Pour commander le livre, prière de vous adresser à:

Zeit-Fragen, Redaktion und Verlag,
Postfach, CH-8044 Zurich.
Courriel: redaktion@zeit-fragen.ch,
abo@zeit-fragen.ch; www.zeit-fragen.ch
CHF 30.– / EUR 25.– (frais d'envoi en sus)



relié, 169 pages
ISBN 978-3-909234-23-3

«La globalité à l'étude: des ...»

suite de la page 1

J'ai parlé de la *dialectique de l'identité* à l'ère de la civilisation technique et j'ai fait des propositions pour un système de coexistence pacifique. Dans ce contexte, il y a aussi une résistance croissante envers les élites mondiales autoproclamées dans les domaines notamment des valeurs et du politiquement correct. Le «retour à ses propres valeurs», comme on pourrait aussi appeler ce processus, c'est-à-dire à la tradition, n'aurait pas eu lieu si la pression globaliste et le paternalisme n'étaient pas devenus aussi importants.

La croyance irrationnelle dans le pouvoir d'autorégulation des marchés au niveau mondial ne peut tout simplement pas être maintenue. L'expression si souvent utilisée des prétendues «situations gagnant-gagnant» est, me semble-t-il, trompeuse dans le domaine de la concurrence économique mondiale. Dans de très nombreuses constellations, le profit *d'un part* signifie une perte *de l'autre part*. Un exemple est la situation des travailleurs manuels dans les pays industriels traditionnels, dont l'Allemagne et l'Autriche. Cette problématique a déjà été soulevée par le journaliste autrichien *Hans-Peter Martin*, il y a deux décennies, dans son best-seller «Le piège de la mondialisation. L'agression contre la démocratie et la prospérité», lorsqu'on commençait à parler de la mondialisation. La promesse, selon laquelle il suffit de se soumettre au changement tant vanté de la mondialisation pour que tout le monde finisse par y gagner, est superficielle. Elle fait appel à une attente naïve du salut, selon laquelle, si toutes les frontières et toutes les restrictions aux interactions économiques et sociales sont éliminées, c'est-à-dire s'il n'existe plus qu'un seul grand cadre mondial uniforme, tous les problèmes seront résolus.

Sécuriser la revendication du pouvoir par une politique de sanctions

Il me semble que les conflits éclatent maintenant aussi ouvertement parce que l'instrument des sanctions unilatérales est de plus en plus utilisé pour provoquer des guerres économiques d'une ampleur alarmante. Cela est particulièrement visible dans les développements entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis. La politique de sanctions se recoupe avec la recherche de la suprématie politique et militaire – et contredit d'ailleurs l'idéologie quasi officielle de la globalisation dans de nombreux pays. Cette doctrine signifierait – en accord avec le credo de l'OMC – la primauté du libre-échange mondial. Dans la pratique, cependant, la politique de sanctions sert avant tout l'*unique* objectif du globalisme, à savoir le maintien du pouvoir du bloc qui s'est déclaré, à la fin de la guerre froide, comme la soi-disant communauté internationale. Les Etats-Unis et leurs alliés tentent ainsi de garantir leur préférence au pouvoir dans le monde entier et à long terme.

Cependant, ce genre de globalité – pour le répéter – est une illusion. Il est finalement totalitaire. Il est en contradiction avec l'autodétermination des peuples, est donc également antidémocratique et – en raison de la résistance croissante des personnes concernées, qu'elle provoque dans toutes les régions – elle n'est avant tout pas durable. On pourrait aussi parler ici d'une sorte de construction conceptuelle découlant simplement de l'affirmation de soi d'un groupe d'Etats privilégiés, mais ne reflétant nullement les conditions économiques et sociales réelles sur notre planète.

Aujourd'hui, la remise en cause du modèle de pensée globaliste est souvent discréditée comme «populisme» – ou alors comme un soulèvement des perdants ou des opposants à la modernisation. En tant que personne sachant penser de façon indépendante, il ne faut pas se laisser intimider par cela. Pour moi, il n'y a jamais eu de lignes directrices quant au cadre dans lequel on a le droit de penser ou de s'exprimer.

Alternatives au globalisme fondées sur l'éthique

Cela m'amène à la troisième et dernière partie de mes considérations: quelles sont les *alternatives* au projet de globalisme, c'est-à-dire au projet d'une unité mondiale, à mon avis, mal comprise? Et sur quels principes éthiques ces alternatives doivent-elles être fondées?

Que nous en soyons toujours conscients ou non dans notre vie quotidienne, nous sommes tous membres de l'unique humanité; en ce sens, chaque individu fait partie d'un grand tout. On pourrait aussi parler ici de façon un peu hymnique – ou philosophique, dans le sens de la tradition idéaliste allemande – de l'*universalité de l'esprit*. Chaque membre de l'espèce humaine participe à cette universalité – dans chaque culture, à chaque époque, et de façon totalement indépendante des conditions économiques dans lesquelles il vit. Le fait que l'individu se considère comme cosmopolite, comme un habitant de notre terre en communauté avec tous les autres (cf. *Emmanuel Kant*) ne signifie pas pour autant qu'il doive renoncer à son identité de membre d'un peuple, d'un Etat, d'une civilisation, et se considérer uniquement comme un citoyen d'un Etat mondial finalement inexistant. Ce serait une illusion totalitaire excluant toute diversité. Dans ma lecture, le *cosmopolitisme* que j'oppose ici à l'idéologie du *globalisme*, signifie plutôt l'unité de tous les êtres humains en tant que membres de l'*humanité* (humanitas) dans la diversité des peuples et de leurs cultures, y compris leurs intérêts très spécifiques, également économiques. Cela peut également être exprimé par un slogan propagé par l'ONU (même s'il se réfère aux cultures au sens étroit): «Unity in Diversity» [Unité dans la diversité].

Les objectifs de l'alternative proposée sont donc les suivants:

1 *Préservation de la liberté*: Il ne s'agit là ni d'arbitraire, de despotisme ou d'égoïsme, mais de la possibilité pour chaque communauté – soit un peuple, soit un Etat – de développer et de façonner son identité sans paternalisme. A cet égard, il ne pourrait y avoir de directives émanant d'une autorité mondiale autoproclamée, ni de coercition exercée au travers de pressions économiques – et encore moins par des sanctions économiques. Au cours des dernières décennies, ceux qui détiennent le pouvoir ont de plus en plus tenté d'imposer à l'aide de la coercition économique leur propre conception de la liberté, qui – comme nous l'avons vu à plusieurs reprises – peut aller jusqu'à l'utilisation de la force militaire. S'il n'en tenait qu'à la volonté de ces pays, ces méthodes appartiendraient déjà au droit coutumier.

2 *Equité dans la sauvegarde des chances de vie* offertes par cette planète, suite à l'utilisation responsable des possibilités techniques: concrètement, cela implique une utilisation des ressources sur la base de la *durabilité* et de la responsabilité envers le *bien commun*, déjà évoquées au début – non seulement envers la collectivité à laquelle on appartient, mais aussi envers la communauté internationale dans son ensemble. Pour illustrer cela en termes simples, on pourrait faire référence à la problématique dite de l'Amazonie. (Je pense ici à l'impact potentiel sur l'environnement au niveau mondial de l'exploitation de la plus grande forêt tropicale humide de la planète.)

3 *Equité dans le commerce mondial*: si l'on veut atteindre ces objectifs, il est essentiel de respecter dans le commerce mondial le *principe de réciprocité* et non pas la poursuite éhontée de ses propres intérêts. L'équité signifie que l'on tient toujours compte des intérêts d'autrui lorsqu'il s'agit d'articuler *au niveau international* ses propres intérêts.

Seul si ces trois objectifs sont poursuivis de manière consistante et cohérente (donc libre de toute contradiction), il me semble possible d'imaginer la paix au niveau mondial – à savoir une paix stable plutôt qu'une situation générant des conflits de plus en plus brutaux pour l'accaparement des ressources de plus en plus rares. C'est là aussi que se trouve le grand dilemme d'une politique environnementale globale.

Atteindre les objectifs de manière éthiquement responsable

Les principes nécessaires à la réalisation de ces objectifs – et cela m'amène à la fin de mes propos –, c'est-à-dire les principes selon lesquels on peut réaliser ces objectifs de manière éthiquement responsable, sont en réalité déjà tous précisés dans les statuts des organisations mondiales existantes. Je pense notamment aux Nations Unies et à leurs organisations subordonnées. La Charte des

Nations Unies – la Constitution de l'Organisation mondiale – contient, entre autres, les principes de non-ingérence, de non-violence, mais également le principe de réciprocité, implicite dans le concept de la «sovereign equality» (égalité souveraine) de tous les Etats. Il s'agit là également de principes qui – bien que souvent ignorés quand il en va de la politique de pouvoir – sont inscrits dans le statut de l'Organisation mondiale du commerce. J'entends par là surtout le principe de *non-discrimination* dans les relations commerciales internationales.

La philosophie d'une telle version alternative d'un ordre mondial non globaliste est magnifiquement exprimée, de manière presque poétique, dans le préambule de la Charte des Nations Unies. Ce qui manque – comme presque toujours et comme partout – est la mise en application. Suite au développement des possibilités techniques – quand soudain le monde entier (ou, comme on aime à le dire aujourd'hui dans l'esprit de *McLuhans*, le «village planétaire» [Global Village]) est transformé en marché ouvert 24 heures sur 24 – s'est créée une dynamique d'activité économique nécessitant une régulation dans le sens des objectifs précédemment mentionnés. Il ne s'agit pas d'un appel à une intervention dictatoriale, mais d'un rappel des responsabilités imparties à chaque acteur économique international envers le grand ensemble. Il ne s'agit donc pas, si l'on veut utiliser la terminologie anglaise, de «*government*» – d'un gouvernement mondial interférant dans les affaires de l'Etat souverain –, mais de principes – au sens de la «*governance*», une coordination entre égaux – devant être exigés de tous les acteurs.

L'égalité des chances économiques contre la globalisation débridée

Pour ne pas rester dans l'abstraction: concernant la justice, il s'agit ici notamment de l'égalité des chances économiques et plus précisément – dans la dite économie de marché libre – d'éviter les distorsions de concurrence, également et surtout au niveau international. Pour illustrer ce point, on pourrait signaler un dilemme particulier de la globalisation débridée: il existe une multitude d'Etats souverains dont les systèmes sociaux, économiques et juridiques sont très différents. Certains pays d'Europe s'orientent vers le système de l'«économie sociale de marché» – en Autriche, nous parlons aussi de «partenariat social». Dans d'autres pays, les droits sociaux des travailleurs et des employés sont souvent définis de manière très différente. Dans de nombreux pays, les normes sociales sont très inférieures à celles, par exemple, de l'Autriche ou de l'Allemagne.

Quel est donc le problème concernant les distorsions de la concurrence? Si l'on supprime soudainement toutes les barrières, donc toutes les limites à l'activité économique, cela revient dans une telle économie de marché libre à une sorte de concurrence déloyale et prédatrice. On transfère les sites de production – en raison de l'obligation de réaliser des bénéfices – là où cela revient moins cher, grâce à des normes moins strictes. Cela entraîne des conséquences négatives à deux égards: premièrement, le chômage ou le dumping salarial dans les pays dits industrialisés, avec pour conséquence une baisse du niveau de vie. Cette évolution est manifeste depuis belle lurette.

Pas de démantèlement des barrières commerciales sans harmonisation des normes sociales

Deuxièmement, il convient de souligner que, même si la délocalisation de la production peut créer des possibilités de revenus supplémentaires dans les pays plus pauvres, ces pays se verront également contraints d'accepter des conditions de travail abusives, comme cela a été démontré par exemple en Asie du Sud-Est. Selon l'argumentation en vigueur, il faut pourtant accepter cela pour empêcher la migration de ce cirque vers des lieux, où le même travail «coûte encore moins cher». D'un point de vue éthique, si l'on veut démanteler, voire abolir complètement les barrières commerciales, il faudrait en même temps adapter les normes sociales, sinon c'est le règne du capitalisme à la manière du Far West. Il ne faudra donc pas s'étonner des flux migratoires mondiaux et des grands mouvements migratoires à l'intérieur de certaines régions.

Et si l'on ne veut pas franchir le pas d'une réharmonisation des normes sociales, tout «libre» commerce mondial globalisé est alors une exploitation et une injustice. A mon avis, l'Etat souverain doit, dans ce contexte, revendiquer son autorité. Pour expliquer ce que cela signifie concrètement, on peut se référer à la problématique structurelle similaire régnant dans le domaine monétaire en Europe. Il y a une monnaie unique, l'euro, mais il n'existe pas de système unique de politique économique et financière, de sorte que l'ensemble du système est dysfonctionnel et finalement voué à l'échec. Il n'est pas possible d'adopter une certaine mesure à un certain niveau et de laisser tout le reste tel quel. Concrètement – en ce qui concerne le problème de la prévention des distorsions concurrentielles et de la justice en général –, il serait nécessaire d'introduire des réformes dans les statuts de l'OMC et de l'OIT, l'Organisation internationale du travail. Celles-ci pourraient être débattues et initiées à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette année, où l'on célèbre à Genève le 100^e anniversaire de la fondation de l'OIT, serait une bonne occasion de réfléchir à la justice dans le monde du travail au niveau mondial. Il y aurait là également une responsabilité morale à assumer de la part des communautés religieuses.

Compte tenu de l'écart toujours important, et souvent même s'élargissant, entre d'une part l'engagement en faveur des objectifs et d'autre part la mise en œuvre de ces nobles objectifs que j'ai brièvement énumérés ici, je me risquerais à une forme de conclusion relevant d'un bon sens pas encore totalement globalisé: tant qu'il n'y aura pas de normes sociales applicables de façon universelle – c'est-à-dire pouvant être appliquées partout –, la liberté de l'économie ne pourra et ne devra pas être «moralement illimitée». Car chaque peuple, en tant que communauté de citoyens responsables, doit pouvoir définir et réaliser sa propre identité, y compris ses intérêts économiques. Cela signifie que le globalisme en tant qu'idéologie du «un seul monde» – qui est d'ailleurs en fait inexistant – doit être, dans l'intérêt de la liberté, remis à sa place.

Et pour conclure, un *ceterum censeo*: je n'ai pas soutenu ici l'idée de la «splendid isolation», une idéalisation romantique d'un retour aux sources, voire à une existence autosuffisante et aut centrée. J'envisage – avec tout ce que j'ai tenté d'esquisser ici – en quelque sorte une *véritable* communauté internationale, dans laquelle chaque Etat exploite pleinement son potentiel – économique et culturel – en coopération avec tous les autres et sur un pied d'égalité. C'est là, de façon purement sémantique, le sens d'«international», donc: *inter-étatique*; ce n'est justement pas une forme d'organisation que l'on appelle *supra-nationale*. Interétatique signifie qu'il existe des *règles*, devant être négociées par des entités agissant ensemble de manière autonome. Il ne s'agit donc pas de l'Etat en tant que communauté standardisée, soumise aux prétendues contraintes de la globalisation. Il n'est pas question de l'Etat «globalisé», mais d'un Etat agissant dans le monde entier sur la base de sa souveraineté tout en assumant sa responsabilité pour la préservation des bases vitales de *tous* – et pas seulement de celles de ses propres citoyens. Formulé sous forme de slogan tel un impératif, cela donne: *Responsabilité cosmopolite plutôt que soumission à une dictature globaliste!*

¹ En 2012, le politologue de Harvard *Graham Allison* a développé la théorie du *piège de Thucydide* (*Thucydides' Trap*) dans le contexte de l'influence mondiale croissante de la République populaire de Chine. Allison y reprend une idée de *Thucydide* selon laquelle la guerre du Péloponnèse (431–404 av. J.-C.) était inévitable, car elle était due à la montée en puissance d'Athènes et aux craintes que celle-ci avait déclenchées à Sparte. D'après Allison, cette théorie pourrait s'appliquer à des situations d'époques ultérieures, dans lesquelles une puissance hégémonique déjà existante s'était vue contestée par un nouveau rival en pleine expansion, ce qui dégénérerait souvent en conflits militaires. Allison fait valoir que dans la constellation actuelle, l'essor économique et militaire de la Chine et les craintes correspondantes des Etats-Unis pourraient avoir les mêmes effets sinistres. Dans ce contexte, une politique défensive se renforçant mutuellement des deux côtés (par exemple dans le contexte d'une guerre tarifaire) pourrait éventuellement conduire à un conflit armé [ndlr., d'après *Wikipédia*].